



**DIRECTION DE L'ACCUEIL
ET DE LA SECURITE**

15 rue de Vaugirard
75291 PARIS CEDEX 06

**LOT 1 PRESTATIONS DE NETTOYAGE ET
ENTRETIEN
DU PALAIS DU LUXEMBOURG ET DE SES
DEPENDANCES**

D.C.E.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)**

Juillet 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - Pièces constitutives du marché.....	4
ARTICLE 2 - Objet et lieu d'exécution du marché.....	4
ARTICLE 3 - Forme du marché	5
3.1. Forme du marché – maximum contractuel.....	5
3.2. Modalités d'émission des bons de commande	5
ARTICLE 4 - Durée du marché.....	5
4.1. DELAIS D'EXECUTION ET CALENDRIER DU MARCHE	5
4.2. MODALITES PARTICULIERES DE FIN DU MARCHE	5
4.3. PRESTATIONS SIMILAIRES	6
ARTICLE 5 - Commande des prestations	6
ARTICLE 6 - Prix, financement et règlement du marché	6
6.1. ÉTABLISSEMENT DU PRIX.....	6
6.2. VARIATION DES PRIX	6
6.3. PAIEMENT.....	7
6.4. AVANCE EVENTUELLE	8
6.5. CLAUSE DE REEXAMEN.....	8
ARTICLE 7 - Exécution des prestations.....	9
7.1. OBLIGATIONS DE RESULTAT ET DE MOYENS	9
7.2. HORAIRES D'INTERVENTION	10
7.3. MATERIELS, PRODUITS D'ENTRETIEN ET CONSOMMABLES.....	10
7.4. DEVELOPPEMENT DURABLE	10
7.5. LOCAUX MIS A DISPOSITION.....	11
ARTICLE 8 - Représentation du Sénat et du titulaire	11
8.1. REPRESENTATION DU SENAT	11
8.2. CHEF DE SITE DU PRESTATAIRE.....	11
ARTICLE 9 - Gestion et obligations des personnels.....	12
9.1. REPRISE DES PERSONNELS EN PLACE ET EFFECTIF	12
9.2. STABILITE DU PERSONNEL ET REMPLACEMENTS	12
9.3. SECURITE DES PERSONNELS.....	13
9.4. QUALIFICATIONS ET HABILITATIONS PARTICULIERES A CERTAINS PERSONNELS.....	14
9.5. FORMATION DES PERSONNELS.....	14
9.6. COMMUNICATION DES INFORMATIONS CONCERNANT LES PERSONNELS	14
9.7. OBLIGATIONS DES PERSONNELS	15
9.7.1. Autorisation d'accès	15
9.7.2. Modalités d'accès.....	16

9.7.3. Modalités de circulation	17
ARTICLE 10 - Clause d'insertion sociale	17
10.1. CONTENU DE L'ACTION D'INSERTION.....	17
10.2. PUBLICS CONCERNES	17
10.3. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE.....	18
10.4. SUIVI ET BILAN	18
ARTICLE 11 - Pénalités	18
11.1. PENALITES COMMUNES.....	19
11.2. PENALITES RELATIVES AUX PRESTATIONS.....	19
ARTICLE 12 - RÉILIATION – exécution et Réiliation aux frais et risques	21
11.1. RESILIATION	21
11.2. EXECUTION ET RESILIATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	21
ARTICLE 13 - Langue	21
ARTICLE 14 - Sous-traitance	21
ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITÉ, discrétion, interdiction de publicité	22
ARTICLE 16 - Responsabilité, assurance.....	22
ARTICLE 17 - Remise de documents.....	23
ARTICLE 18 - Convention sur la preuve.....	24
ARTICLE 19 - CONTENTIEUX	24
ARTICLE 20 - Dérogation au CCAG-FCS.....	24
ANNEXE.....	25

ARTICLE 1 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces désignées ci-après constituent le marché et prévalent les unes sur les autres dans l'ordre suivant en cas de contradiction entre elles :

- l'acte d'engagement (AE) ;
- la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) – les quantités ayant une valeur seulement indicative, le prix global étant quant à lui contractuel – et le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021 ;
- le cahier des réponses attendues (CRA) complété par le titulaire et son annexe (Annexe I – Tableaux à utiliser pour les réponses) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 2 - OBJET ET LIEU D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet principal l'exécution de prestations régulières de nettoyage et d'entretien pour environ 55 000 m² de locaux situés dans plusieurs bâtiments distincts du Palais du Luxembourg et de ses dépendances à Paris (75) essentiellement dans le VI^e arrondissement, notamment de bureaux.

Au titre de celles-ci, le marché inclut en outre le nettoyage de trois chalets de nécessité situés dans le Jardin du Luxembourg, dans les conditions définies à l'article 3.5 du CCTP (surface d'environ 67 m²).

Ces mêmes prestations comprennent par ailleurs la fourniture des produits d'entretien nécessaires à l'exécution des prestations et les produits consommables destinés aux usagers dans les îlots de tri sélectif et dans les sanitaires.

Le présent marché comprend en outre des prestations ponctuelles, sur bon de commande, incluant le nettoyage de vitreries, de lustres, d'appartements de fonction et d'un parking d'environ 11 600 m².

Il s'agit d'un marché de services exécuté dans les conditions et suivant les modalités prévues au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Il est souligné que le Sénat est susceptible d'engager des travaux au cours de son exécution et qu'en conséquence, le lieu d'exécution des prestations au sein du site et la quantité des surfaces à entretenir pourront varier au cours de la période, dans les conditions indiquées à l'article 7.5 du présent CCAP (clause de réexamen) et selon les précisions apportées à l'article 10 du CCTP.

ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ

3.1. Forme du marché – maximum contractuel

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres restreint, conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique. Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant, pour partie, de manière forfaitaire et, pour partie, par l'émission de bons de commande.

Conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, ces bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour du marché, sans que leur durée d'exécution puisse se prolonger au-delà de la date limite de sa validité dans des conditions qui méconnaîtraient l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

En application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, il est conclu sans minimum et, pour sa partie à bons de commande, pour un montant maximum de 650 000 € TTC sur toute sa durée d'exécution.

3.2. Modalités d'émission des bons de commande

Les bons de commande sont émis dans les conditions prévues à l'article 5 du présent CCAP.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ

4.1. DÉLAIS D'EXÉCUTION ET CALENDRIER DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu, sous réserve de sa notification, pour une durée d'un an à compter du 1^{er} avril 2026. En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le marché, dans sa totalité, peut être reconduit tacitement trois fois, pour une durée d'un an à chaque reconduction, soit une durée maximale de quatre ans. Le titulaire ne peut pas renoncer à la reconduction.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire le marché à condition d'en informer le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois avant la date de fin de marché.

4.2. MODALITÉS PARTICULIÈRES DE FIN DU MARCHÉ

Dans le cas où le marché, renouvelé trois fois, parviendrait au terme des quatre années ou dans le cas où le marché serait résilié à la demande du titulaire, ce dernier serait tenu, en l'absence de désignation du titulaire du nouveau marché avant le terme considéré, de continuer d'exécuter les prestations convenues pour une durée qui ne pourrait excéder trois mois, sur simple ordre de service du Directeur de l'Accueil et de la Sécurité.

4.3. PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le Sénat se réserve la possibilité, dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent marché, de conclure avec son titulaire un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 5 - COMMANDE DES PRESTATIONS

Le marché comprend deux grandes catégories de prestations précisées aux articles 3 et 11 du cahier des clauses techniques et particulières : des prestations régulières, à caractère forfaitaire, et des prestations ponctuelles, sur bons de commande. L'ensemble des prestations est confié à un seul et même titulaire.

Les prestations à la demande font l'objet de bons de commande. Chaque bon de commande décrit la prestation demandée et mentionne le prix de cette prestation, le jour et l'heure souhaités pour son exécution, un numéro de commande et les références du marché. Il indique également le délai exigé pour répondre ainsi que l'adresse de facturation.

Les bons de commande sont envoyés par le directeur de l'Accueil et de la Sécurité ou son représentant par courrier électronique aux coordonnées indiquées par le titulaire dans le cahier des réponses attendues (CRA).

Le titulaire accuse réception desdits bons de commande par courrier électronique (PDF scanné avec la signature) et peut formuler des observations dans un délai de cinq jours.

ARTICLE 6 - PRIX, FINANCEMENT ET REGLEMENT DU MARCHE

6.1. ÉTABLISSEMENT DU PRIX

Le marché est conclu à prix mixtes, avec une partie à prix forfaitaire pour ce qui concerne les prestations régulières, et une partie à prix unitaires, auxquels sont appliquées les quantités exécutées, pour les prestations à bons de commande.

Ces prix sont libellés en euros.

Ils comprennent la fourniture de la main d'œuvre, du matériel et des produits nécessaires à la bonne exécution des prestations, ainsi que les produits et consommables mis à la disposition des usagers des sanitaires et aux points de tri des déchets.

6.2. VARIATION DES PRIX

Les prix des prestations régulières et des prestations à la demande sont révisés au 1^{er} avril de chaque année de reconduction, par application de la formule suivante :

$$P = P0 \times (0,15 + 0,85 \times (I1 / I0))$$

dans laquelle les différents facteurs ont la signification suivante :

- **P** = Prix révisé
- **P0** = Prix initial figurant à l'acte d'engagement
- **I1** = Dernier indice de référence connu au 1^{er} avril de l'année de reconduction
- **I0** = Indice de référence connu du mois précédant celui de la date limite de remise des offres
- Indice de référence : indice Insee des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 Nettoyage de bureaux (Insee n°010766781)

Pour la première année d'exécution du marché, les prix sont ceux indiqués dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision des prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, avec justifications à l'appui. Il devra à cette fin envoyer au Sénat sa proposition de prix révisés (notamment un bordereau de prix unitaires révisés), par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au moins quinze jours avant la date de révision.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

6.3. PAIEMENT

Les factures seront déposées sur le portail de facturation du Sénat accessible par internet à l'adresse suivante : <https://www.senat.fr/facturation.html>

La transmission d'une facture par tout autre moyen que ce portail emporte rejet de la facture.

Le service facturé sur le portail de facturation du Sénat sera la DAS (code : Sénat – DAS).

Les prestations de nettoyage régulières à prix forfaitaire sont payables par fractions mensuelles correspondant à 1/12^{ème} du montant annuel, à terme échu, sur service fait.

Les factures correspondant aux prestations à la demande, transmises à la Direction de l'Accueil et de la Sécurité au plus tard un mois après la fin de l'exécution de la prestation, seront accompagnées d'une copie du bon de commande correspondant.

Les factures doivent comporter les éléments suivants :

- le nom du Sénat ;
- la date de facturation et le numéro de facture ;
- les nom, forme sociale, numéro de SIRET et adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;

- la date et le numéro du bon de commande du Sénat ;
- les prestations fournies, leurs quantités et leurs prix ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total HT et TTC ;
- la date à laquelle le règlement doit intervenir ;
- la date d'exécution de la prestation ;
- la référence du marché.

Le paiement est effectué sur présentation de factures - *sous réserve de leur acceptation* - dans un délai maximal de 30 jours, par virement au compte du titulaire. En cas de retard, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de refinancement de la Banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle lesdits intérêts ont commencé à courir, augmenté de huit points.

En outre, le cas échéant, le titulaire perçoit l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € prévue à l'article L. 2192-13 du code de la commande publique.

Le comptable assignataire chargé du paiement des sommes dues pour l'exécution du présent marché est Monsieur le Trésorier du Sénat, 15 rue de Vaugirard – 75006 Paris.

6.4. AVANCE EVENTUELLE

Sous réserve des conditions prévues à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique, une avance peut être versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement. Si les conditions pour l'attribution de cette avance ne sont pas remplies, cette avance n'est pas versée.

L'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS est applicable au présent marché.

En application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant initial du marché toutes taxes comprises et à 30 % si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du même code. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

L'avance, si elle était due, serait résorbée dans les conditions fixées à l'article R. 2191-11 du même code.

6.5. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, les locaux faisant l'objet des prestations prévues au présent marché pourront donner lieu, par avenant et dans le cadre de la présente clause de réexamen, à une modification dans les conditions ci-après.

Des évolutions de périmètre sont à prévoir en cours d'exécution du marché.

Le Sénat engagera des travaux au cours de l'exécution du marché. En conséquence, le lieu d'exécution des prestations au sein du site et la quantité des surfaces à entretenir pourraient varier comme suit :

- la **salle d'accueil du 15 rue de Vaugirard** est fermée pour travaux jusqu'à l'automne 2026. Une salle d'accueil provisoire d'une surface inférieure est mise en place et requerra des prestations de ménage identiques ;
- les **parkings du Palais** feraient l'objet de travaux d'ampleur avant 2029 ;
- l'ancien **bureau de poste du 20 rue de Tournon** pourrait être rénové et transformé pour accueillir de nouvelles fonctions à échéance non fixée (pas avant 2027).

Si des programmes de travaux devaient modifier sensiblement le périmètre des locaux, objets du présent marché de nettoyage, un avenant au marché sera conclu, afin de prendre en compte les modifications de surfaces correspondantes, **sur la base des tarifs – DPGF et BPU – prévus au présent marché, révision du prix incluse.**

En revanche, les modifications mineures au regard de l'étendue du marché (exemple : changement de revêtement de sol d'un bureau, etc.) seront considérées comme partie intégrée à l'existant sans modification du présent marché.

ARTICLE 7 - EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1. OBLIGATIONS DE RÉSULTAT ET DE MOYENS

Le titulaire est tenu à une double obligation de résultat et de moyens sur l'ensemble de la prestation. Dans les conditions prévues au CCTP, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser les prestations dans les conditions les plus favorables à l'économie de ce contrat.

Le titulaire est libre des moyens et ressources qu'il entend mettre en œuvre pour réaliser les prestations objets du marché, sous réserve du respect des niveaux de service minimaux exigés et des procédures techniques afférentes aux différentes prestations.

Le titulaire a le pouvoir de direction sur les personnes appelées à intervenir dans le cadre du présent marché pour le Sénat. Il est leur responsable hiérarchique et fixe leur cadre d'action et les procédures à respecter dans le cadre des contraintes techniques et organisationnelles fixées par le Sénat. Il assure tous les actes relatifs à la gestion administrative et financière de ses personnels, notamment en ce qui concerne les autorisations de recourir à d'éventuelles heures supplémentaires.

La liberté du titulaire quant aux moyens mis en œuvre s'exerce dans les conditions et limites définies dans le présent CCAP et le CCTP.

Le titulaire du marché a l'obligation d'atteindre le **résultat** attendu selon les critères d'aspect, de confort, de propreté et d'hygiène décrits à l'article premier du CCTP.

Il s'engage en outre à mettre en œuvre tous les **moyens** prévus au contrat pour remplir son obligation. Ces moyens peuvent être des moyens humains (personnel, qualification), des moyens matériels (matériels et procédures conformes aux règles de l'art et aux exigences du Sénat, et fournis en quantité suffisante) ou encore moyens intellectuels (diligence, cohérence des plannings).

Le titulaire fournit au Sénat un calendrier d'exécution des prestations conformément à l'article 6.1 du CCTP sur lequel il s'engage.

7.2. HORAIRES D'INTERVENTION

Sauf exceptions signalées à l'article 3.4 du CCTP et dans son annexe II, les prestations régulières, appréciées sur l'ensemble de l'année, doivent être réalisées à partir de 6 heures.

Les prestations réalisées dans le Jardin du Luxembourg sont réalisées dans les conditions décrites à l'article 3.5 du CCTP.

Pour des raisons tenant à la sécurité ou aux conditions météorologiques notamment, le Jardin du Luxembourg pourrait être fermé sur décision du Sénat.

Le titulaire du marché élabore les plannings de travail de ses agents en privilégiant les postes à temps plein sur le site du Sénat. Par ailleurs, le titulaire devra établir un planning prévisionnel détaillé des prestations, précisant notamment les jours, horaires, lieux d'intervention, ainsi que les effectifs mobilisés. Ce planning devra être soumis à l'administration pour validation préalable, au plus tard 10 jours avant le démarrage des prestations. Au cours de l'exécution du marché, le Sénat se réserve le droit de demander la modification du planning. Le titulaire devra modifier le planning en conséquence, dans un délai fixé et en tenant compte des exigences du Sénat.

Une permanence est mise en place du lundi au samedi (et le dimanche lorsque le Sénat tient séance) dans les conditions définies à l'article 4 du CCTP.

Le respect des horaires est une condition impérative de la bonne exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 5.3. du CCAG-FCS, les impératifs du Sénat pouvant conduire à reporter ou annuler une prestation au dernier moment, le titulaire est tenu, dans cette hypothèse, sans frais supplémentaires pour le Sénat, de reprogrammer la réalisation de cette prestation.

7.3. MATÉRIELS, PRODUITS D'ENTRETIEN ET CONSOMMABLES

La fourniture des matériels et des produits d'entretien nécessaires à l'exécution des prestations, ainsi que les consommables mis à la disposition des usagers dans les îlots de tri sélectif (sacs poubelles et sachets kraft) et dans les sanitaires (papier toilette, essuie-mains, savon liquide) sont à la charge du titulaire, dans les conditions définies aux articles 7, 8 et 9 du CCTP.

La quantité, l'état et les conditions d'utilisation des matériels utilisés dans la zone du marché ainsi que le bon approvisionnement des produits d'entretien et des consommables sanitaires sont de la responsabilité du chef de site. Toute rupture d'approvisionnement constatée dans la zone du marché fait l'objet d'une pénalité conformément à l'article 10 du présent CCAP.

7.4. DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental de son activité en favorisant des comportements responsables (extinction des lumières, utilisation de l'eau et de l'électricité, respect du tri sélectif des déchets, etc.) et en se dotant de matériels et de produits répondant à cette préoccupation.

S'agissant des produits mentionnés à l'article 7.3 du présent CCAP, le titulaire s'engage à utiliser des produits estampillés Ecolabel NF ENVIRONNEMENT ou Ecolabel européen (ou équivalent) respectant les exigences de réduction des impacts environnementaux des produits et des services, selon les modalités prévues aux articles 8 et 9 du CCTP. Ces produits doivent être conformes à la réglementation en vigueur, notamment en matière de sécurité et de biodégradabilité des éléments tensioactifs.

7.5. LOCAUX MIS À DISPOSITION

Des locaux à destination, d'une part, de vestiaires et, d'autre part, de stockage des matériels et des produits sont mis à disposition du titulaire dans plusieurs bâtiments inclus dans le périmètre du marché.

ARTICLE 8 - REPRESENTATION DU SENAT ET DU TITULAIRE

8.1. REPRÉSENTATION DU SÉNAT

En début de marché, l'administration du Sénat désigne au titulaire du marché les personnes référentes de la Direction de l'Accueil et de la Sécurité qu'il conviendra de contacter pour toute demande ou toute difficulté.

8.2. CHEF DE SITE DU PRESTATAIRE

Dès la notification du marché au titulaire, celui-ci devra nommer un chef de site qui assurera la reprise du site en maintenant la continuité de l'exécution des prestations, dans les conditions décrites à l'article 7 du présent CCAP.

Le chef de site du titulaire est l'interlocuteur quotidien de l'administration du Sénat.

Le chef de site est responsable :

- du mode et de la qualité de l'exécution des prestations et de l'application des dispositions du CCTP ;
- de l'encadrement et de la discipline des personnels de l'entreprise intervenant au Palais du Luxembourg et dans ses annexes, notamment du respect des consignes de sécurité propre au Sénat ;
- du contrôle des horaires et du contrôle de la validité des titres d'accès des personnels de l'entreprise au Palais du Luxembourg et à ses annexes ;
- de la distribution et de la restitution des badges d'accès ;
- des contrôles qualité prévus à l'article 6 du CCTP. Il est en lien direct et étroit avec les personnels du Sénat qui supervisent l'exécution des prestations et il co-signe les rapports contradictoires établis chaque mois conjointement avec les fonctionnaires responsables de l'exécution du marché, conformément à l'article 6 du CCTP ;
- de la planification des tâches à effectuer, notamment des tâches demandées par le Sénat par les employés de permanence, telles que décrites à l'article 4 du CCTP, ou des prestations commandées par bon de commande.

Le chef de site est non-œuvrant. Il est présent sur le site du Sénat, au minimum du lundi au vendredi de 6 heures à 12 heures. Il est doté d'un téléphone mobile et d'une adresse de courrier électronique afin d'être facilement joignable à tout moment durant l'exécution des prestations.

Le chef de site est assisté d'un ou de plusieurs chefs d'équipe en nombre et d'un niveau de qualification suffisants pour assurer l'encadrement de l'ensemble des personnels en place.

La liste nominative des encadrants ainsi que leurs CV doivent être communiqués pour agrément à l'administration du Sénat dans les 15 jours suivant la notification du marché.

En cas d'absence ou d'empêchement du chef de site et, à défaut de délégation de compétence déterminée à l'avance et validée par l'administration du Sénat, un remplaçant du chef de site d'un niveau d'expérience et de qualification au moins équivalent est désigné par le titulaire pour assurer les mêmes responsabilités dans les mêmes conditions.

Le Sénat se réserve la possibilité de ne pas agréer un encadrant. Il se réserve en outre le droit d'exiger du titulaire, à tout moment en cours d'exécution du marché, le remplacement de tout responsable qui ne donnerait pas satisfaction. Le titulaire doit, le cas échéant, proposer un remplaçant dans un délai de cinq jours.

ARTICLE 9 - GESTION ET OBLIGATIONS DES PERSONNELS

9.1. REPRISE DES PERSONNELS EN PLACE ET EFFECTIF

Les effectifs globaux et les qualifications nécessaires à l'exécution des prestations régulières décrites dans le CCTP seront fixés par le titulaire dans son cahier des réponses attendues (CRA) et son mémoire technique.

En application de l'article L. 1224-1 du code du travail et des stipulations de la convention collective nationale des entreprises de propreté du 26 juillet 2011, étendue par arrêté du 23 juillet 2012, la reprise des personnels par le nouveau titulaire du marché est obligatoire. L'annexe du présent CCAP présente les informations fournies par le titulaire actuel du marché de nettoyage du Palais et de ses dépendances concernant les personnels en place.

Le Sénat n'étant pas à l'origine de ces informations, elles ne sauraient engager sa responsabilité.

9.2. STABILITÉ DU PERSONNEL ET REMPLACEMENTS

Tout personnel affecté au Sénat devra disposer d'une ancienneté minimale de trois mois au sein de la société du prestataire. Aucun personnel ne sera affecté au Sénat après un recrutement extérieur plus récent.

Le titulaire reconnaît l'importance, pour le pouvoir adjudicateur, des intervenants affectés à l'exécution du présent marché et s'attache à assurer la stabilité de l'équipe, et tout particulièrement celle du chef de site. D'une manière générale, pendant toute la durée d'exécution des prestations, le Sénat se réserve le droit de refuser ou de retirer, discrétionnairement, un titre d'accès aux personnels du titulaire ou de ses sous-traitants.

En cas d'arrêt de travail ou d'absence de son personnel, prévue ou non, le titulaire sera tenu de pallier cette carence en personnel et d'assurer les prestations prévues au présent marché.

Tout personnel absent doit être remplacé dès le jour suivant par un nouvel employé. En cas d'absence ou de remplacement tardif, le titulaire se verra appliquer la pénalité prévue à l'article 11 du présent CCAP.

En complément de la liste de ses employés intervenant habituellement sur le site mentionné à l'article 9.6. du présent CCAP, le titulaire doit communiquer à l'administration du Sénat une liste de remplaçants pré-identifiés. Le cas échéant, si un remplacement ne pouvait être accompli par un salarié figurant sur cette liste, le nom de la personne remplaçante devra être annoncé dans des délais de nature à permettre les procédures de contrôle et l'édition des titres d'accès au moins trois jours ouvrés avant sa prise de service.

Il convient de préciser que les permanenciers n'ont pas vocation à assurer le remplacement d'un employé absent.

Enfin, il est interdit au prestataire de faire intervenir les personnels affectés au site du Sénat sur tout autre site relevant d'un autre marché ou contrat pendant les tranches horaires où ces personnels sont censés travailler au Palais du Luxembourg, dans une dépendance ou au Jardin du Luxembourg.

9.3. SÉCURITÉ DES PERSONNELS

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, notamment en ce qui concerne l'aptitude physique de ses employés.

Le titulaire doit prendre les mesures de sécurité propres à supprimer les risques d'accident corporel lors des interventions, ainsi que les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel, à celui du Sénat et aux tiers.

Il veille, notamment, à fournir les équipements de protection individuelle (EPI) appropriés aux risques et aux conditions des prestations. Le responsable du site s'assure du port des EPI, ainsi que du respect des consignes de sécurité et des règles sanitaires par le personnel.

Par ailleurs, le titulaire doit procéder aux épreuves et aux vérifications réglementaires des machines et des matériels qu'il utilise sur le site, notamment voiturette, échafaudages ou nacelles, ou charger de ces vérifications, sous sa responsabilité et à ses frais, une personne ou un organisme agréé.

L'éventuelle mise à disposition du titulaire et de ses personnels de machines et de matériels par le Sénat ne dispense en aucune façon le titulaire des obligations ainsi définies.

Sur simple demande de l'administration du Sénat, le titulaire doit être en mesure de produire les habilitations que son personnel, aux termes de la législation, de la réglementation, de toute autre norme et des règles de l'art, doit détenir pour la bonne exécution de ses tâches. La même obligation lui incombe à l'égard du personnel des entreprises sous-traitantes.

Un plan de prévention des risques, élaboré en liaison avec le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé désigné par le Sénat, sera signé par le titulaire et le Sénat.

Le Sénat se réserve la possibilité de faire intervenir, à ses frais, le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé pour la réalisation de contrôles des conditions d'exécution des prestations dans le respect du plan de prévention.

9.4. QUALIFICATIONS ET HABILITATIONS PARTICULIÈRES À CERTAINS PERSONNELS

Avant tout commencement d'exécution du marché, et au plus tard un mois après la notification, le titulaire communique à l'administration du Sénat une copie des habilitations et des certificats de qualification des personnes amenées à travailler en hauteur, ou à utiliser des matériels mécaniques particuliers de type voiturette électrique, nacelle élévatrice, échafaudage ou appareil de nettoyage des sols.

9.5. FORMATION DES PERSONNELS

Le titulaire prend à sa charge l'organisation et les frais des formations spécifiques liées au site, ainsi que de la création et de la mise en place des fiches de postes pour l'ensemble des personnels qui y sont affectés.

Trois mois au plus tard après la notification du marché, le titulaire communique à l'administration du Sénat un plan de formation, qui doit comporter l'ensemble des formations proposées, qu'elles soient techniques ou générales et, en tant que de besoin, un perfectionnement dans la maîtrise de la langue française.

Dans le cadre de la reconduction tacite du marché, le titulaire fournira chaque année à l'administration du Sénat, au plus tard un mois après la reconduction tacite, la liste des formations dispensées au cours de l'année précédente aux personnels présents, ainsi que celles qui seront organisées au cours de l'année en cours. Il précisera également les conditions dans lesquelles le perfectionnement dans la maîtrise de la langue française sont mises en œuvre.

9.6. COMMUNICATION DES INFORMATIONS CONCERNANT LES PERSONNELS

Au plus tard 15 jours après la notification du présent marché, le titulaire établit et communique à l'administration du Sénat la liste des personnels devant intervenir sur le site. Cette liste, communiquée sur support numérique, comprend pour chaque employé les éléments suivants : noms, prénoms, date et lieu de naissance, sexe, qualification, nature et durée du contrat, nombre d'heures, copie de la carte d'identité ou du titre de séjour, photo d'identité, ainsi que d'éventuelles précisions complémentaires telles que le lieu d'intervention sur le site.

En cas de modification des éléments y figurant, cette liste est actualisée et communiquée à l'administration du Sénat, notamment avant chaque affectation de personnel.

Comme indiqué à l'article 9.2. du présent CCAP, cette liste est complétée d'une liste de remplaçants susceptibles d'être sollicités afin d'assurer la continuité du service.

Au plus tard 15 jours après la notification du présent marché, le titulaire fournit l'organigramme des responsables amenés à être en contact avec la Direction de l'Accueil et de la Sécurité du Sénat, incluant leurs coordonnées complètes (téléphone, mails, adresses).

Cet organigramme est communiqué à chaque modification des éléments y figurant.

Enfin, avant la fin du marché et au plus tard 10 jours après la demande du Sénat, le titulaire communique les éléments nécessaires à l'exécution de l'obligation de reprise des personnels, anonymement, notamment :

- le nombre des salariés à reprendre ;
- la nature des contrats à reprendre ;
- les avantages dont disposent les personnels ;
- leurs expérience, ancienneté et qualification ;
- le montant de la masse salariale.

La non-fourniture de ces informations dans les délais prévus engendre l'application de pénalités tel que précisées à l'article 11 du présent CCAP.

9.7. OBLIGATIONS DES PERSONNELS

Compte tenu de la sensibilité du site, un certain nombre d'obligations s'imposent aux personnels intervenant au Palais du Luxembourg et dans les bâtiments annexes. Le titulaire du marché s'assure de leur respect par ses personnels.

Pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer ; cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Toute perte de badge ou négligence le concernant constitueront un manquement grave à la sécurité et seront sanctionnées à ce titre, conformément aux pénalités prévues au marché, du simple fait de leur constatation et sans nécessité d'une mise en demeure préalable.

9.7.1. Autorisation d'accès

La Direction de l'Accueil et de la Sécurité délivre, pour chaque employé du titulaire devant accéder au Palais ou à ses dépendances, deux badges nominatifs : un badge actif autorisant l'accès aux locaux, qui reste en permanence au Sénat, et un badge inactif que l'agent garde hors du Sénat. Ces titres sont strictement personnels.

Pour l'établissement des badges nominatifs, la Direction de l'Accueil et de la Sécurité doit être saisie dans les meilleurs délais, et au plus tard trois jours ouvrés avant la prise de fonction, d'une demande d'autorisation d'accès d'un personnel œuvrant affecté sur le site du Sénat - ou dont l'affectation est prolongée - ou d'un interlocuteur administratif ayant nécessité de venir sur le site.

Pour ce faire, le titulaire doit communiquer dans les mêmes délais les nom, prénom, date de naissance et copie lisible de la pièce d'identité / titre de séjour de cet agent ainsi qu'une photo d'identité (l'ensemble de préférence numérisé), en précisant les raisons de cette affectation, le lieu d'intervention prévu et la durée.

Afin de lui permettre d'effectuer tous les contrôles nécessaires en amont, le titulaire fournit à la Direction de l'Accueil et de la Sécurité une liste de personnes susceptibles d'effectuer des remplacements en cas de nécessité. Il actualise cette liste à chaque changement.

Un agent dont la demande de titre n'aurait pas été transmise ou aurait été refusée se voit interdire l'accès au Sénat. Le titulaire est alors pleinement responsable des conséquences sur l'exécution des prestations qui pourraient en résulter.

L'administration du Sénat se réserve la possibilité de retirer le badge nominatif à un employé qui ne respecte pas les prescriptions du CCTP ou du présent CCAP. Le titulaire doit alors remplacer cet employé.

Les badges nécessaires à l'accès aux locaux à entretenir sont remis au chef de site et entreposés dans une armoire sécurisée située à l'accueil du 15 *ter* rue de Vaugirard. Le représentant du titulaire signe une attestation de remise des titres d'accès.

Chaque intervenant devra prendre le plus grand soin des titres délivrés.

En conséquence :

- toute perte devra être immédiatement déclarée à la Direction de l'Accueil et de la Sécurité ou au Poste Central (PC) Sécurité (01 42 34 21 04) en dehors des horaires d'ouverture du Sénat ;
- à l'expiration de leur période de validité, les badges devront être restitués à la Direction de l'Accueil et de la Sécurité, par lettre recommandée avec avis de réception ou en main propre contre décharge. Il en va de même des cartes d'accès délivrées à des personnes qui cessent d'intervenir au Sénat ou de faire partie du personnel des entreprises titulaires ou de leurs sous-traitants.

9.7.2. Modalités d'accès

L'accès des personnels du titulaire du marché est centralisé au 15 *ter* rue de Vaugirard, sous la supervision des surveillants du Palais. Ces derniers autorisent l'accès des personnels par le 15 *bis* rue de Vaugirard si leur arrivée est antérieure à l'ouverture de la salle d'accueil du Palais du Luxembourg au 15 *ter* rue de Vaugirard.

Lors de leur arrivée, les personnels accèdent à l'armoire sécurisée contenant les badges nominatifs sous le contrôle du chef de site. Ils échangent quotidiennement leur badge nominatif inactif contre leur badge nominatif actif leur permettant l'accès au Palais et à ses dépendances.

Ce badge nominatif doit être porté de manière apparente tout au long de la présence des personnels au Palais ou dans les dépendances.

Le chef de site tient à jour un tableau de contrôle des horaires effectués par les personnels, qu'il tient à disposition du Sénat sur demande.

En cas de changement dans les affectations des personnels de ménage ou de nouvel intervenant, le chef de site en informe préalablement la Direction de l'Accueil et de la Sécurité et présente systématiquement ces personnels aux agents du Sénat référents pour la zone concernée.

À l'issue de l'intervention quotidienne des personnels, ces derniers restituent leurs badges nominatifs actifs dans l'armoire sécurisée en échange de leurs badges nominatifs inactifs. Aucun badge actif ne peut quitter les locaux du Sénat, seuls les badges nominatifs inactifs sont autorisés à sortir.

Le titulaire est responsable de la bonne gestion des badges mis à sa disposition. Tout badge manquant doit être immédiatement signalé aux surveillants du Palais. En cas de perte ou de vol d'un badge ou d'une clé fournie par le Sénat, le titulaire avise aussitôt les surveillants du Palais.

En fin de marché, le titulaire sera tenu de rendre au Sénat les badges nominatifs actifs et inactifs de tous les personnels.

9.7.3. Modalités de circulation

Le titulaire et ses personnels ainsi que ses éventuels sous-traitants doivent respecter les règles de circulation et de sécurité propres au Palais du Luxembourg et de ses dépendances.

En particulier, le personnel employé doit accepter tous les contrôles de sécurité jugés nécessaires par le Sénat.

Il est formellement interdit au personnel du titulaire de pénétrer ou de circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans des parties du Palais du Luxembourg ou de ses annexes où sa présence n'est pas justifiée par l'exécution des prestations.

Le titulaire avise son personnel qu'il n'est pas habilité à ouvrir les portes des locaux à des personnes autres que celles de sa société, dûment autorisées à accéder sur le lieu des prestations.

ARTICLE 10 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

10.1. CONTENU DE L'ACTION D'INSERTION

Le nombre minimal annuel d'heures de travail devant être confiées, conformément à l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, à des personnes en difficulté d'insertion professionnelle est fixé à 5 % du volume total des heures effectuées dans le cadre du présent marché.

10.2. PUBLICS CONCERNES

Les personnes concernées par cette action d'insertion sont :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de douze mois d'inscription au chômage) ;
- les allocataires du RSA (revenu de solidarité active) ou leurs ayants droit ;
- les allocataires de l'allocation adulte handicapé, de l'allocation de solidarité spécifique ou de l'allocation veuvage ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA), Service militaire adapté (SMA), Service militaire volontaire (SMV), en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE (Établissement pour l'insertion dans l'emploi), dans un parcours de l'École de la deuxième

chance ;

- les personnes prises en charge dans le dispositif d'Insertion par l'activité économique, c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une association intermédiaire ou par une entreprise de travail temporaire d'insertion, ainsi que les salariés d'une entreprise d'insertion, d'un atelier et d'un chantier d'insertion, ou encore des régies de quartier agréées ;
- les personnes employées dans les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) et dans les associations poursuivant le même objet.

Les personnes déjà employées dans l'entreprise depuis moins de trois mois et répondant au critère de l'action d'insertion sont recevables au titre de la présente clause.

10.3. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

La mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle peut s'effectuer de trois manières :

- l'embauche directe (CDI, CDD, contrat en alternance) par le titulaire de personnes en difficulté d'insertion ;
- la mise à disposition de salariés en insertion professionnelle. Le titulaire se met en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Ces structures sont celles de l'insertion par l'activité économique (entreprise de travail temporaire d'insertion et association intermédiaire), les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), les entreprises adaptées et les entreprises et les services d'aide par le travail ;
- la co-traitance ou la sous-traitance avec une entreprise d'insertion, un atelier et un chantier d'insertion ou une entreprise adaptée.

10.4. SUIVI ET BILAN

Le suivi de l'action d'insertion est réalisé conjointement par le titulaire et par le Sénat.

Dans les 20 jours suivant la fin de chaque année d'exécution du marché, le titulaire communique au représentant du Sénat un bilan des actions d'insertion réalisées. Ce bilan précise le volume des heures réalisées et les actions de tutorat et de formation mises en œuvre. Il comprend également une évaluation de l'exécution de cette prestation d'insertion et les perspectives envisagées pour les bénéficiaires (acquisition de savoir-faire et de savoir-être, pérennisation de l'emploi, capacité à accéder à l'emploi durable ou à défaut orientation à poursuivre).

Le non-respect de cette obligation d'insertion expose le titulaire à l'application des pénalités prévues à l'article 11 du présent CCAP.

ARTICLE 11 - PENALITES

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités sont appliquées par le Directeur de l'Accueil et de la Sécurité. Elles ne nécessitent pas de mise en demeure préalable. Elles sont dues, par dérogation à l'article 14.1.3 du même CCAG-FCS, dès le premier euro. Elles ne sont pas assujetties à la TVA.

Une provision pourra également être constituée en vue de l'application ultérieure éventuelle de telles pénalités ; il sera alors appliqué une retenue sur le montant du prochain versement mensuel au titulaire.

11.1. PÉNALITÉS COMMUNES

INFRACTIONS	PENALITES
– Travaux réalisés par un sous-traitant non déclaré	1 500 € par infraction
– Non-respect de l'affectation exclusive au site	300 € par infraction
– Manquement à l'obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité	1 500 € Par infraction
– Manquement aux autres obligations de sécurité (cf. article 8.3 du CCAP)	300 € par infraction
– Manquement aux obligations relatives à l'accès au Sénat et à la circulation en son sein (cf. article 8.7 du CCAP)	300 € par infraction
– Non remise des informations relatives au personnel ainsi que celles relatives à l'obligation de reprise du personnel (cf. article 8.6 du CCAP)	300 € par jour calendaire
– Non-respect des obligations relatives à la mise en œuvre des actions d'insertion (cf. article 9 du CCAP)	50 € par heure d'insertion non réalisée
– Non-remise de documents prévus au CCAP relatifs à l'acceptation d'un sous-traitant (cf. article 13 du CCAP)	150 € par jour calendaire
– Retard dans la remise de tout autre document prévu au CCAP	80 € par jour calendaire
– Défaut d'assurance ou de production dans les temps de l'attestation	300 € par jour calendaire
– Non-respect de toute autre prescription du marché	100 € par infraction

Par dérogation, la pénalité « non-respect de toute autre prescription du marché » n'est pas libératoire.

11.2. PÉNALITÉS RELATIVES AUX PRESTATIONS

INFRACTIONS	PENALITES
-------------	-----------

INFRACTIONS	PENALITES
– Absence non autorisée du chef de site ou de son remplaçant ou des employés de permanence	50 € par heure
– Non-respect de la vacation horaire	100 € par infraction
– Non-conformité dans la réalisation des prestations (par type de prestation et par local tels que prévus au CCTP) selon le planning établi : <ul style="list-style-type: none"> ○ Prestation non réalisée ○ Prestation mal ou partiellement réalisée ○ Prestation réalisée en retard 	30 € par prestation et par local 20 € par prestation et par local 80 € par jour de retard
– Non-traitement des non-conformités notifiées	50 € par jour calendaire
– Non-remplacement des produits ou des matériels dont l'utilisation en l'état ne permet pas d'effectuer correctement les prestations (odeur indésirable, chariot ou balai abîmé, machine défectueuse ou en panne...)	100 € par jour calendaire
– Défaut d'accusé de réception d'un bon de commande	50 € par jour calendaire dépassant le délai de réponse demandé
– Rupture d'approvisionnement en produits consommables	100 € par jour calendaire
– Défaut de remplacement d'un employé absent ou empêché	300 € par manquement
– Comportement inadapté d'un employé du titulaire	500 € par manquement
– Tenue inadaptée ou négligée d'un employé du titulaire	100 € par manquement
– Défaut de contrôle des sanitaires situés en zone sensible tels que définis à l'annexe II du CCTP	100 € par manquement
– Défaut d'exécution d'une prestation du marché	100 € par manquement
– Défaut de prestation dans les sanitaires situés en zone sensible tels que définis à l'annexe II du CCTP	300 € par manquement
– Anomalie signalée en zone sensible définie à l'annexe II du CCTP et non traitée dans les délais	300 € par manquement

Ces pénalités sont imputées sur les sommes dues au titulaire.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION – EXECUTION ET RÉSILIATION AUX FRAIS ET RISQUES

11.1. RESILIATION

Le marché pourra être résilié par le Sénat dans les hypothèses et les conditions définies au chapitre 7 du Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

En cas de résiliation par le Sénat pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 38 et au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-FCS, à aucune indemnité.

11.2. EXECUTION ET RESILIATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, en cas de non-exécution par le titulaire des prestations prévues au présent marché et ne pouvant souffrir aucun retard, le Sénat se réserve le droit, après mise en demeure adressée à l'entreprise par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de les faire réaliser par une société de son choix aux frais et aux risques du titulaire. Par ailleurs, le Sénat se réserve le droit de résilier à tout moment le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure, sans indemnité de rupture, en cas de carences renouvelées dans l'exécution des prestations ou en cas de condamnation du titulaire pour infraction à la législation sur le travail dissimulé. Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le Sénat se réserve alors la possibilité de faire exécuter le marché par un tiers aux frais et aux risques du titulaire.

ARTICLE 13 - LANGUE

La langue parlée sur le site est le français.

Le titulaire s'assure de la présence constante d'au moins un responsable pratiquant couramment cette langue et de la capacité de celui-ci à bien diffuser et à faire respecter à tout moment auprès des personnels du titulaire ou de ceux de ses sous-traitants ou co-traitants les consignes et les demandes du Sénat. Il s'assure également d'une présence de cette nature parmi les personnels de permanence devant rester sur place après le départ du chef de site.

De même, toutes les pièces écrites doivent être rédigées en français.

ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE

Avant la première intervention d'un sous-traitant sur le site et si ce sous-traitant n'a pas été proposé par le titulaire à l'appui de son offre, le titulaire doit présenter au Sénat, au moins dix jours avant le début de la prestation, une demande d'acceptation de ce sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

À l'appui de sa demande, le titulaire fournit à l'administration du Sénat :

- les qualifications professionnelles et les références de son sous-traitant pour des prestations similaires ;
- une attestation d'assurance responsabilité civile du sous-traitant ;
- les attestations fiscales et sociales du sous-traitant pour l'année en cours ;
- s'il n'utilise pas le formulaire de déclaration de sous-traitance dit « DC4 », une déclaration du sous-traitant certifiant qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir à des marchés publics ;
- une copie du contrat de sous-traitance ainsi que les avenants éventuels.

En cas de sous-traitance occulte constatée par le service responsable, les travaux de sous-traitance seront immédiatement arrêtés : le titulaire supportera la totalité des conséquences financières de cet arrêt et, notamment, les pénalités de retard.

ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITÉ, DISCRETION, INTERDICTION DE PUBLICITÉ

Le prestataire et ses intervenants, y compris ses sous-traitants éventuels, sont tenus à une **obligation de discrétion** ainsi que de **stricte confidentialité professionnelle** à l'égard de tous faits, informations ou documents dont ils auront eu connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Il leur est spécialement interdit de fournir directement ou indirectement à un tiers tout renseignement, plan, photographie ou document concernant soit les locaux du Sénat, soit les faits qui peuvent se dérouler dans l'enceinte du Palais et de ses dépendances.

Il leur est également interdit de faire une quelconque publicité aux prestations faisant l'objet du présent marché sans autorisation préalable du Sénat.

Aucun renseignement concernant le marché ne doit être donné par le titulaire ou son personnel à des personnes étrangères au marché. Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies doit être transmise à l'administration du Sénat.

ARTICLE 16 - RESPONSABILITE, ASSURANCE

Le titulaire est responsable de tous dégâts et dommages causés aux personnes et aux biens par son personnel ou dans le cadre de l'exécution des prestations.

Dans le cas de dommages aux biens, l'administration du Sénat décidera au cas par cas si cette responsabilité doit s'exprimer par la réparation matérielle des dommages ou par un dédommagement financier.

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance responsabilité civile couvrant tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, vol ou détérioration.

Il doit justifier de cette souscription, au plus tard dans les 15 jours qui suit la notification du

présent marché et, en tout état de cause, avant le début d'exécution des prestations.

L'administration du Sénat peut à tout moment vérifier que l'assurance contractée par le titulaire correspond effectivement aux risques encourus en lui demandant les justificatifs nécessaires.

ARTICLE 17 - REMISE DE DOCUMENTS

Désignation des documents	Délais	Articles du CCAP ou du CCTP définissant les documents
Justificatif d'assurance	15 jours à compter de la date de notification du marché et chaque année à la date anniversaire	16 du CCAP
Liste nominative des personnels	15 jours à compter de la date de notification du marché et à chaque modification	8.2. et 9.6. du CCAP
Organigramme et coordonnées des responsables	15 jours à compter de la date de notification du marché (version éventuellement actualisée par rapport à celle fournie dans le CRA) et à chaque modification	8.2. du CCAP
Informations relatives à l'obligation de reprise des personnels	10 jours à compter de la demande du Sénat	9.6. du CCAP
Liste des produits d'entretien et des produits consommables utilisés pour les sanitaires et îlots de tri sélectif et fiches techniques	15 jours à compter de la date de notification du marché et sous trois jours à chaque modification	8 et 9 du CCTP
Liste des matériels utilisés et fiches techniques	15 jours à compter de la date de notification du marché (version éventuellement actualisée par rapport à celle fournie dans le CRA) et sous trois jours à chaque modification	7 du CCTP
Bilan de l'action d'insertion	20 jours suivant la fin de l'année d'exécution du marché	10.4 du CCAP
Calendrier des prestations	15 jours à compter de la date de notification du marché (version éventuellement actualisée par rapport à celle fournie dans le CRA) et sous trois jours à chaque modification	7.1 du CCAP 6.1 du CCTP
Cahiers de liaison ou autres outils de contrôle qualité	15 jours à compter de la date de notification du marché et sous trois jours à chaque modification	6.2 du CCTP

Désignation des documents	Délais	Articles du CCAP ou du CCTP définissant les documents
Rapport annuel de suivi d'exécution des prestations au cours de l'année précédente	31 janvier au plus tard	6.3 du CCTP
Liste des formations dispensées au cours de l'année précédente	Au plus tard un mois après la reconduction annuelle du marché	9.5 du CCAP

ARTICLE 18 - CONVENTION SUR LA PREUVE

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

ARTICLE 19 - CONTENTIEUX

Tout litige concernant la validité, l'application et l'exécution du présent marché sera de la compétence du Tribunal administratif de Paris après tentative de conciliation préalable auprès du pouvoir adjudicateur : Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75004 Paris.

ARTICLE 20 - DEROGATION AU CCAG-FCS

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP portant stipulations dérogatoires
3.4.3 (représentation du titulaire)	8.2 (chef de site du prestataire)
3.7.2 (bons de commande)	5 (commande des prestations)
5.3 (sécurité)	9.7 (obligations des personnels) et 7.2 (horaires d'intervention)
14.1.1 et 14.1.3. (pénalités)	11 (pénalités)
Alinéa 2 de l'art 38 et Alinéa 1 ^{er} de l'art 42 (résiliation)	12.1 (résiliation)

ANNEXE

**Informations fournies le 4 février 2025 par le titulaire actuel du marché
relatives aux personnels en place au 1^{er} janvier 2025
concernant le nettoyage du Palais et de ses dépendances**

INTITULE DE POSTE	Embauche	Qualification	Taux Horaire	Mensualisation	Observation
AGENT DE SERVICE	24/05/2014	ASCA	12,17	151,67	
AGENT DE SERVICE	01/07/2017	ASCA	12,17	78	
AGENT DE SERVICE	22/04/2014	ASCA	12,17	78	
AGENT DE SERVICE	19/11/2012	ASCA	12,17	151,67	
AGENT QUALIFIE DE SERVICE	01/06/1994	AQS2A	12,41	86,00	
CHEF D'EQUIPE	25/07/2012	CE1	13,98	151,67	
AGENT DE SERVICE	24/06/1999	ASCA	12,17	78	
CHEF D'EQUIPE	01/07/1994	CE1	13,98	151,67	
AGENT DE SERVICE	06/11/2013	ASCA	12,17	78	
AGENT DE SERVICE	16/05/2007	ASCA	12,17	115,00	
AGENT DE SERVICE	01/03/2006	ASCA	12,17	115	
AGENT DE SERVICE	08/04/1999	ASCA	12,17	115,00	
AGENT DE SERVICE	31/07/2012	ASCA	12,17	115,00	
AGENT DE MAÎTRISE	07/12/2012	MP2	21,38	151,67	Prime mensuelle : Prime qualité 223,71€ Prime expéditionnelle 150€ Mandat
AGENT DE SERVICE	05/10/2006	ASCA	12,17	115,00	
AGENT DE SERVICE	29/01/1991	ASCA	12,17	151,67	
AGENT DE SERVICE	02/01/2012	ASCA	12,17	151,67	
AGENT DE SERVICE	07/08/2020	ASCA	12,17	78	
AGENT DE SERVICE	01/12/2021	ASCA	12,17	115,00	
AGENT QUALIFIE DE SERVICE	01/04/2022	AQS1A	12,3	151,67	
AGENT QUALIFIE DE SERVICE	01/04/2019	AQS1A	12,3	86,00	
CHEF D'EQUIPE	02/07/2021	CE1	13,98	151,67	
AGENT DE SERVICE	01/09/2021	ASCA	12,17	115,00	
AGENT DE SERVICE	14/10/2021	ASCA	12,17	78	
AGENT DE SERVICE	01/03/2016	ASCA	12,17	151,67	
AGENT DE SERVICE	01/03/2016	ASCA	12,17	130	
AGENT DE SERVICE	24/04/2022	ASCA	12,17	65	
AGENT DE SERVICE	30/05/2023	ASCA	12,17	78	
AGENT DE SERVICE	01/02/2007	ASCA	12,17	151,67	
AGENT DE SERVICE	25/10/2010	ASCA	12,17	115,00	
AGENT DE SERVICE	10/09/2017	ASCA	12,17	65,00	
AGENT TRES QUALIFIE DE SERVICE	03/09/2018	ATQS3A	17,28	151,67	
AGENT TRES QUALIFIE DE SERVICE	23/10/2009	ATQS3A	16,71	65	
AGENT TRES QUALIFIE DE SERVICE	13/02/2013	ATQS3A	16,05	65	
AGENT TRES QUALIFIE DE SERVICE	12/03/2014	ATQS3A	17,06	65	
CHEF D'EQUIPE	09/08/2000	CE3	19,03	151,67	
AGENT DE SERVICE	25/02/2011	ASCA	13,01	78,00	
AGENT DE SERVICE	28/09/2004	ASCA	12,17	65,00	